

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 10 JANVIER 1979 - N° 828

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

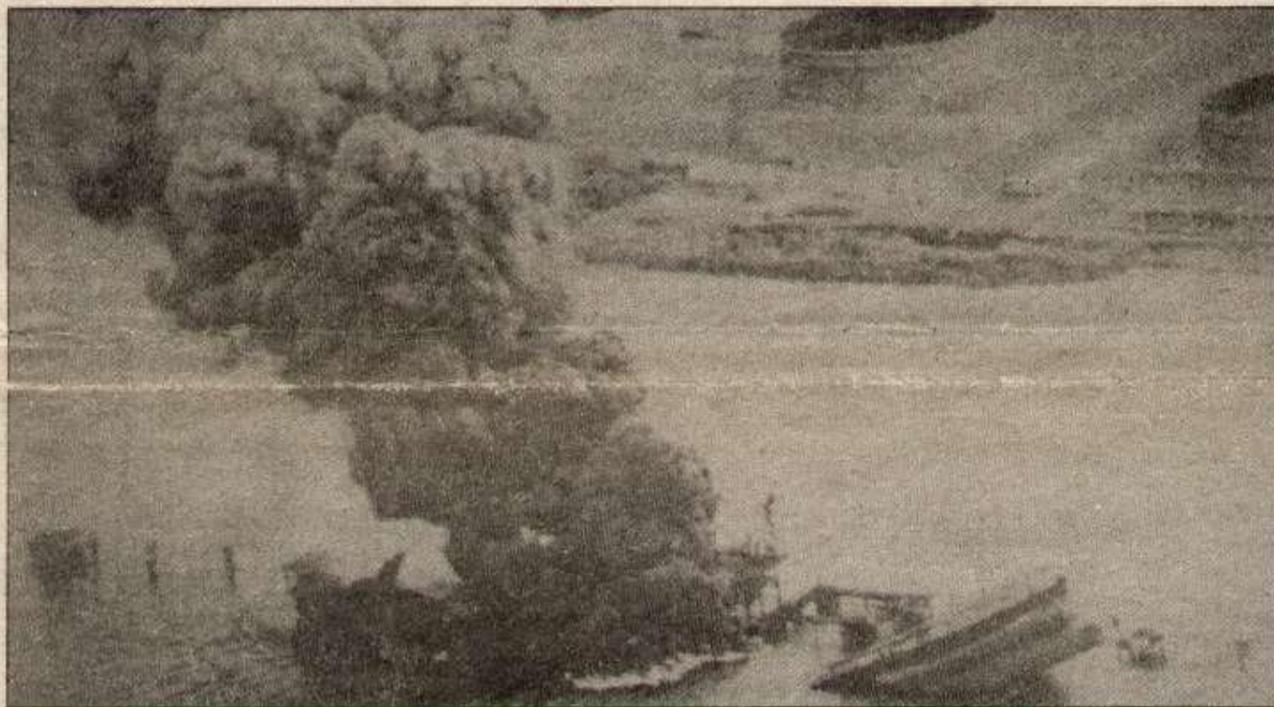
2, 00 F.

BETELGEUSE : 50 MORTS

Les marins accusent

L'entretien n'était pas correctement assuré

Lire en page 5



Norodom Sihanouk à l'ONU

L'agression vietnamienne condamnée par de nombreux pays

- Contre l'agression vietnamienne soutenue par l'URSS
- Soutien total au peuple cambodgien, contre l'agression
- Indépendance pour le Cambodge

Lire en pages 7 et 8

RASSEMBLEMENT DE PROTESTATION

Mercredi 10 janvier
à 18 h 30
devant la gare Montparnasse

A l'appel du PCML, de l'OCF(ml),
du PCR ml

P.T.T. AUSTERLITZ Forte participation à la première journée de grève

La grève reconductible déclenchée depuis lundi par les postiers du centre de tri de Paris-Austerlitz est bien partie, d'autant plus que certains cheminots d'Austerlitz sont eux aussi en grève. L'assemblée générale est l'objet d'un vif débat, où sont posées les questions décisives pour la suite du mouvement : faut-il durcir la grève, occuper le centre, bloquer toutes les usines ? Comment décider les indécis ? Faut-il étendre tout de suite le mouvement ?

Lire en page 8

IRAN : le peuple rejette Bakhtiar

La journée de lundi a été marquée par de nouvelles manifestations dans les villes d'Iran. Un million de personnes ont manifesté à Mashad. Dans plusieurs villes, l'armée a ouvert le feu sur les manifestants. Le gouvernement Bakhtiar voit les difficultés s'accumuler devant lui, au point qu'un ministre a déjà démissionné deux jours après la formation du gouvernement. On pense généralement dans la capitale iranienne que le Shah pourrait quitter le pays dans une dizaine de jours.

Lire en page 6

L'assassin de Lucien Melyon aux assises

Le 30 octobre 1977, un membre d'une milice privée tuait d'une balle de revolver un jeune Guadeloupéen qu'il venait de voler, à l'entrée d'un concert pop. La première journée du procès, lundi, a montré sur quelle voie de garage on tentait d'aiguiller l'affaire. Le procès sera centré sur le seul meurtrier : on ne veut pas faire le procès des sociétés qui embauchent des gros bras pour leur service d'ordre. Ce sont bien les méthodes des profiteurs des loisirs des jeunes qu'il faut mettre en accusation.

Lire en page 8



DANGER : NUCLEAIRE

CORRESPONDANCE DE CHALONS-SUR-SAÔNE ET TOURNUS

● Saône 10 000, c'est le projet d'EDF pour le Val de Saône : d'ici 1990, construire six à huit centrales nucléaires dans le Val de Saône, et une usine d'enrichissement d'uranium qui nécessiterait six centrales pour son alimentation en électricité. Au départ, sept sites avaient été retenus entre Tournus et Verdun-sur-le-Doubs.

Aujourd'hui, tous les éléments, officiels ou non, montrent que c'est bien le site de Boyer, entre Sennecey et Tournus, qui a été choisi pour l'installation d'une première tranche : un surrégénérateur de 1 800 MW ou une centrale PWR de 1 300 MW, et une usine d'enrichissement d'uranium, sur les communes de Marnay et Gigny, proches. Les démentis officiels n'ont pas manqué : en 1974, le préfet déclare qu'aucun site n'est prévu en Bourgogne ; mais en 1976, des sondages et des études de sol ont lieu dans une vingtaine de communes, dont Boyer, Gigny, Marnay, Sennecey. En 1977, le préfet dément les bruits sur l'ouverture d'une enquête d'utilité publique pour l'installation d'un complexe nucléaire.

UN SUPERBE PONT...

Aujourd'hui, est-ce par hasard qu'EDF a déjà procédé à la mise en place de toutes les installations de mesure nécessaires (station météo, sondage et étude de sol), et étudié de façon très précise les avantages que présente cette zone du Val de Saône : moyens de transport (Saône mise au grand gabarit, autoroute, SNCF...), structure géologique favorable ? Est-ce par hasard qu'un barrage a été construit à Gigny/Ornes, qui correspond parfaitement aux nécessités du pompage, et de la régularisation du débit pour le refroidissement ? Est-ce encore un hasard si près de Boyer, on a construit un pont capable de

La thermique

«La thermique» à Chalon, parlez-en, tout le monde connaît, car ils sont rares ceux qui n'ont pas un jour ou l'autre reçu un reste de charbon non brûlé dans l'œil, ou enlevé de leur linge étendu une bonne couche de poussière noire ! La pollution est due au fait qu'elle n'a pas été conçue pour le charbon de Blanzay qu'elle brûle, entre autres. Mais surtout, certains n'hésitent pas à dire qu'il se pourrait bien qu'on en profite pour excéder la population et lui faire miroiter ensuite le nucléaire «propre» ! Vous ne voulez pas de la thermique, alors on vous donne Boyer. Mais nous refusons ce chantage, car les moyens existent pour supprimer cette pollution.

supporter des super camions, alors qu'aujourd'hui seuls y passent quelques tracteurs ? A Santilly, EDF a acheté un terrain de 9 hectares, qui pourrait fort bien servir à installer un des sept points d'interconnexion de lignes haute-tension prévues dans le cadre du tout-nucléaire. Il est curieux aussi, comme en a informé la FDSEA, qu'actuellement sur toute la zone de Val de Saône entre Boyer et Chalon, tout prêt agricole, aide ou autre,

La centrale vue par un esthète

La faible densité de population agricole, dans l'entourage immédiat, ainsi que la présence d'un éperon rocheux permettant l'ancrage des unités actives, concouraient à cette proposition.

La présence de l'autoroute Paris-Marseille et de la voie ferrée à grand trafic constituent une infrastructure d'appoint particulièrement riche pour tous les mouvements liés à ce complexe. (...)

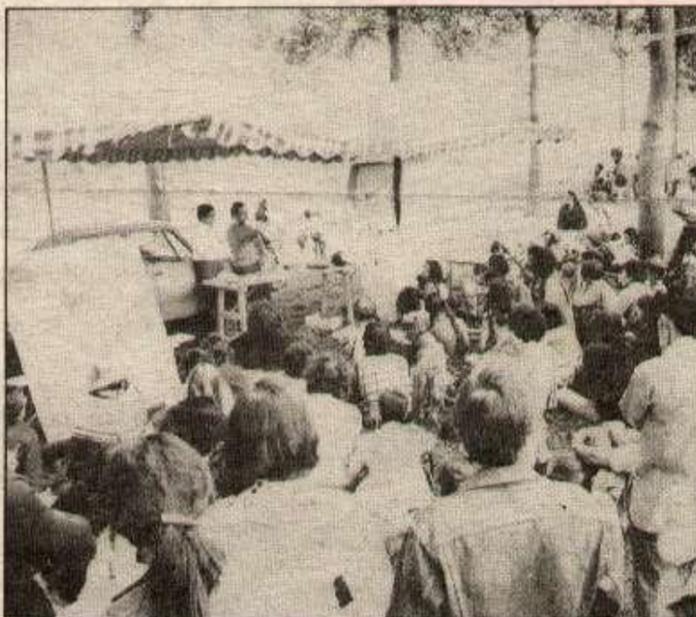
L'architecture de ces réacteurs s'assimile par sa fonction organique à une expression de nef, décrivant dans l'espace et linéairement une volonté d'architecture de plaine assimilable aux grands barrages hydrauliques où l'architecture se définissait par sa fonction. (...)

Le choix des réfrigérants à tirage induit de faible auteur n'agresse pas le site en affirmant une force industrielle, très connue dans certaines régions industrielles d'Europe. La modulation des volumes dans l'espace a rendu beaucoup plus souple cette recherche d'expression grâce à la section circulaire de ces ouvrages se définissant par des strates horizontales, avec les rideaux visibles des mouvements hydrauliques de la technique frigorifique. (...)

En fait, l'assemblage d'équilibre minéral et végétal portera en soi cette volonté que les créateurs de nos civilisations réalisent toujours, avec autant de réflexes plastiques que les meilleurs de leurs aînés (...).

C'est donc dans l'association harmonique des pôles naturels et artificiels que jaillissent ces nouvelles sources d'énergie aussi crédibles que leurs aînés.

Roger TAILLIBER, architecte
Analyse du site et son aménagement



soit suspendu. Enfin, une étude d'insertion dans le site, pour cette centrale, a déjà été réalisée par EDF.

Les démentis ne tiennent pas devant cet ensemble de faits, et les démentis successifs ne sont que l'expression de la tactique actuelle d'EDF pour tenter d'endormir la population.

LA «PROTECTION» DU PLAN ORSEC - RAD

Une centrale à Boyer, ce sera :

— 1 200 hectares de terres agricoles réquisitionnés, 30 exploitations menacées, et des expropriations diverses. — La question de l'expropriation des paysans est ainsi présentée par l'étude d'insertion dans le site : «La faible densité de population agricole...»

— Le danger considérable, sur la RN 6 ou l'autoroute; il passe en moyenne 3 camions chargés de substance radioactives et porteurs de ce charmant panneau : «Radio-activité».

Quant aux dangers que représente le risque d'accident ou de fuite dans la centrale elle-même, les travailleurs du nucléaire connaissent bien l'enjeu de la lutte pour la sécurité, et les nombreux accidents déjà survenus dans le monde sont édifiants là-dessus. Précisons que d'après ce qui a filtré du plan ORSEC - RAD, en cas d'accident, il sera impossible (grâce à des cordons de CRS) de sortir de la zone contaminée, soit un rayon de 70 kms !

La mise en place d'un réseau de lignes haute-tension, dont un certain nombre de nuisances commencent à être prouvées : il y aurait 3 «couloirs» de ces lignes, un au Sud, un au Nord et un vers l'Ouest. La présence de ces lignes impose des servitudes très précises pour l'agriculture, entraîne des incidences climatiques particulières (gel fréquent, formations orageuses). L'exposition prolongée dans un champ électromagnétique provoque aussi des troubles physiques selon la durée de l'exposition.

LUTTER ET GAGNER CONTRE LA CENTRALE. C'EST POSSIBLE !

Dès 1975 se constituent les premiers groupes et associations anti-nucléaires, sur place, et à Chalon. En 1976, après une caravane de 500 personnes qui sillonne le canton pour se retrouver sur le site de Boyer, 60 anti-nucléaires occupent le site pour empêcher la poursuite des sondages. La coordination anti-nucléaire du Val de Saône qui se met en place organise une manifestation de 2 000 personnes sur le site. A l'occasion des élections municipales, la présence de candidats anti-nucléaires renforce l'information et la mobilisation. Pendant tout ce temps, des piquets de balisage sont arrachés du terrain, des pneus d'engins sont dégonflés, 3 habitants de Marnat seront inculpés pour avoir pris les bouchons de la station d'étude de la nappe phréatique. En 1977, 2 000 personnes et 40 tracteurs manifestent à Chalon. 400 élus s'engagent à démissionner si le projet voit le jour. Les Comités de la coordination, qui ont organisé cet été un rassemblement sur le site poursuivent la réflexion, l'information et la mobilisation sur plusieurs points :

— D'abord renforcer l'information auprès de la population, dont une partie a pu être sensible à la tactique d'EDF qui échelonne ses initiatives, et n'a pas encore pris pour l'instant les mesures décisives.

— Mettre en place un réseau de vigilance permettant sur le terrain une mobilisation rapide pour s'opposer à toute nouvelle initiative d'EDF.

— La question d'une occupation du site est aussi envisagée.

— La réalisation d'une «enquête d'utilité publique», en coopération avec les maires, permettrait de manifester massivement le refus de la centrale.

— Des démarches sont entreprises auprès des paysans pour organiser le refus de vente des terres. Déjà un des plus gros propriétaires (une centaine d'hectares) a exprimé publiquement son refus de vente.

Nucléaire et fluor

En Planoise, depuis quelques années, la SECME, qui est une filiale de PCUK, a entrepris des recherches sur les communes d'Antilly, Aussy, Autun et Marmagne pour l'exploitation d'un gisement de fluorine. L'association SOS - Planoise a lutté contre ce projet qui prétendait faire de la forêt de Planoise une vaste carrière. Pour l'instant, le projet semble suspendu, bien que certaines activités épisodiques de recherche semblent s'y poursuivre. Mais il faut savoir qu'avec la fluorine, on produit, entre autres, l'acide fluorhydrique, principalement utilisé pour la fabrication de l'exafluorure d'uranium et du tétrafluorure de plutonium. D'après le programme d'EDF, d'ici 1985, il faudrait décupler la production française de fluorine pour satisfaire les besoins du nucléaire.

Car les filières choisies par l'EDF, PWR et surrégénérateur, nécessitent :

— L'enrichissement de l'uranium obtenu par la transformation en tétrafluorure d'uranium (attaque de l'oxyde d'uranium pur par l'acide fluorhydrique).

— Le plutonium pur est obtenu à partir du tétrafluorure d'uranium.

Le lien avec le projet d'une centrale nucléaire et d'une usine d'enrichissement à Boyer est facile à établir !

La campagne pour la centrale nucléaire c'est parti !

Ainsi, ces derniers temps, plusieurs articles dans la presse locale ont montré que la propagande pour faire admettre la centrale entrainait dans une phase nouvelle. C'est le directeur régional d'EDF, Arbonnier, qui insiste sur le fait que la Bourgogne importe 50 % de son électricité et prépare le chantage à venir en affirmant que le déficit en électricité pourrait même occasionner des coupures de courant ! Quelques jours plus tard, Jarrot reprend ses propos et affirme que dans une dizaine d'années le nucléaire représentera 50 % de l'électricité. Mais qu'on se rassure, il nous garantit que les déchets ne sont pas un danger, puisque... les surrégénérateurs, précisément, voyez-vous, les utilisent. Et de toute façon, dit toujours M. Jarrot, quand on les vitrifie, ça les rend inoffensifs ! Il n'y a pas de quoi rire quand on sait qu'il est président du Conseil supérieur du gaz et de l'électricité.

Travail posté

LA 5^e EQUIPE CONTRE LE CHOMAGE

• Sidérurgie, papier carton, chimie, trois secteurs particulièrement touchés par l'extension du travail posté, et où les luttes sur cette question n'ont pas manqué. On se souvient de Michelin, il y a un peu plus d'un an, en pleines fêtes de Noël. Ce sont précisément ces trois fédérations que la Confédération

CFDT avaient réunies ce lundi, pour une conférence de presse, à la suite d'une décision du Bureau national de lancer une campagne d'action sur le travail posté, pour la cinquième équipe. Si pour l'instant, les modalités d'action ne sont pas encore déterminées (ce sera entre autres l'objet

d'une réunion autour de la FUC-Chimie le 2 mars), il est certain que l'ampleur actuelle du chômage repose d'une façon un peu nouvelle la question de la cinquième équipe, et c'est ce débat qu'ont retracé les syndicalistes des trois branches représentées.

Chacun a montré l'évolution de la question, depuis 1972. A cette époque, la cinquième équipe n'était pas posée du tout en liaison avec la question de l'emploi, mais bien du point de vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers postés. C'est à cette époque que remontent toutes les études qui ont permis de populariser la certitude que ce type d'organisation du travail était particulièrement nuisible pour les travailleurs qui y étaient soumis. En même temps, était engagée une lutte contre l'extension du travail posté, lutte difficile, puisqu'au bout du compte, les patrons ont dans l'ensemble réussi à l'imposer très largement. Pourtant, à l'expérience, bien des travail-

leurs ont commencé à remettre en cause le fait de monnayer leur santé, leur vie sociale, contre des pri-

mes. Et si la division existe encore parmi les travailleurs sur cette question, du fait des pressions exer-

cées par le coût de la vie, de plus en plus, ils se battent, à divers degrés, contre le travail posté. La cinquième équipe a été un des thèmes les plus mobilisateurs, car elle permettrait d'augmenter les jours de repos, de diminuer la longueur des postes, donc la fatigue et les accidents du travail. Il faut savoir que dans la sidérurgie par exemple, 80 % des accidents graves se produisent les derniers jours du poste... Mais ce sur quoi insistent particulièrement les syndicalistes, c'est que pour arriver à ces améliorations, il est nécessaire d'augmenter sensiblement le nombre des effectifs, et de ne pas se contenter d'organiser différemment les rotations. C'est, entre autres, pour cette raison

qu'ils refusent les propositions gouvernementales de 9 demi-équipes, qui certes, réduiraient un peu le nombre d'heures travaillées mais surtout «*détruiraient les rotations à partir desquelles une certaine organisation de la vie s'est effectuée... Les relations du travail seraient gravement perturbées, les risques d'accidents seraient accrus du fait de la cassure dans les circuits d'information... Enfin, cette mesure provoquerait une désarticulation dans la possibilité de prendre des jours de congés*». En effet, ces demi-équipes travailleraient très peu souvent ensemble...

D'une part, les ouvriers qui ont encore du travail constatent que la rentabilité n'a cessé d'augmenter; d'autre part, il est évident qu'une cinquième équipe telle que la conçoit par exemple les sidérurgistes CFDT, contraindrait le patronat à embaucher: pour la sidérurgie, c'est un minimum de 5 000 emplois, et peut-être jusqu'à 10 000, qui seraient ainsi créés. Dans les usines moins menacées par le chômage, la lutte pour la réduction des horaires, pour la cinquième équipe, peut constituer une partie de la lutte contre le chômage. C'est ce qu'estiment les syndicalistes CFDT, et qu'ils comptent mettre en application dans les semaines qui viennent avec un temps fort autour de Pâques.

Dans la chimie

Le travail posté touche environ 1 000 000 de travailleurs, dans le pétrole, le verre, mais aussi le plastique, le caoutchouc et la pharmacie. Il a connu une forte progression entre 1957 et 1974. Dans le caoutchouc: de 14 % à 40,2 %; dans le verre: de 15 % à 40 %; globalement: de 14 % à 30 %.

Le patronat cherche encore à l'étendre, non parce que ce serait nécessaire techniquement dans tous les cas, mais pour accroître la rentabilité.

Dans le cadre de la lutte contre le travail posté, pour la cinquième équipe, la FUC (chimie CFDT) réunira le 2 mars plusieurs dizaines de militants pour examiner les axes revendicatifs. Cinq thèmes ont été retenus: les stratégies patronales, les questions de durée des postes, des effectifs nécessaires et des roulements plus appropriés; le problème des primes de poste; les postes dans l'organisation syndicale; l'action sur les postés (autour de Pâques, avec une coordination de ces luttes et un élargissement à l'interprofessionnel, sans doute).

Model (Besançon)

REBONDISSEMENT DANS LA LUTTE CONTRE LE LICENCIEMENT DE 2 IMMIGRES

Alors que la semaine passée (cf article du 3 janvier) l'abandon des projets de licenciement contre un délégué semblait acquis, voilà que l'inspection du travail annonce qu'elle a reçu une demande de licenciement.

Pourtant, suite à la mobilisation et au vote du CE (4 contre 1 vote blanc; celui du patron qui n'a même pas osé voter pour!), le patron de Model, Monsieur Moysse, avait été formel: «*Je n'enverrai pas de demande de licenciement*». Interrogé par les délégués, celui-ci a justifié ce revirement en prétendant que «*cela n'était pas grave, que cela n'aurait pas de suite, ce n'était que pour le principe*». On peut en douter quand on sait qu'un inspecteur du travail, un dénommé Dautrin, a avoué lui-même être l'objet de pressions de la part du CNPF!

Par ailleurs, le sort de l'autre travailleur immigré inquiété s'est quelque peu précisé. Pour lui, on sait que le patron avait admis que sa situation familiale ne lui permettait pas de se retrouver sans emploi, mais pas question d'une réintégration dans l'usine: il s'agissait seulement de retrouver un reclassement. On sait ce que vaut ce genre de promesses, et les délégués ont pu le vérifier en allant à la mairie où des précisions devaient être données.

Là-bas, autre son de cloche! Le sénateur maire (PS) est absent, le chef de service n'est pas au courant, il trouve les promesses ridicules, aucun emploi n'est créé avant février et pour 2 ou 3 possibles, il y a déjà 30 inscrits prioritaires! L'après-midi, nouvelles visites, mais cette fois avec le patron de Model. La situation semble

mieux se présenter: sans vouloir rentrer dans les considérations sociales, le responsable de l'usine de valises Maveg accepte d'embaucher dès mardi le «*travailleur aussi méritant*» que lui décrit son patron. On se demande bien pourquoi alors il veut s'en débarrasser! Seul argument: le racisme qu'il y aurait dans l'usine et pour lequel messieurs se considéraient comme innocents alors qu'en réalité c'est bien la crise, le chômage qu'ils nous imposent (sans compter la presse pourrie) qui créent ces divisions chez les travailleurs. Pour le moment, c'est surtout de la part des chefs de Model qu'il est le plus important et le plus virulent.

Mais rien n'indique que des garanties réelles d'emploi existent à la Maveg, entreprise réputée justement pour la présence d'anciens truands naturellement racistes, et aussi de FO, «*syndicat*» qui a la réputation de sélectionner le personnel qu'il «*défend*». C'est pourquoi la vigilance s'impose si on veut que cette solution, sans être satisfaisante, soit quand même un acquis. Des contacts vont être pris avec la section CGT de la Maveg en ce sens.

Cependant, la bataille chez Model n'est pas terminée: non seulement il faut empêcher le licenciement du délégué, mais il faut poser le problème des libertés syndicales. Au moins, 4 sortes d'infractions auraient dû être sanctionnées par l'inspecteur du travail: cahier des délégués du personnel non tenu à jour, pas de compte rendu du CE depuis le mois de juin, empêchement à la libre circulation des délégués, insultes fréquentes et dernièrement voie de fait contre l'un d'entre eux. En effet, ce délégué désirait assister l'ouvrier licencié lorsqu'un chef n'a pas hésité à le pousser en dehors de la pièce et le faire chuter dans l'escalier.

Voilà le genre de pratiques, de terrorisme, contre les immigrés et les syndicalistes combattifs que le patronat n'hésite pas à instaurer pour faire passer sa politique de crise. C'est contre chaque fait de ce genre qu'il s'agit de se mobiliser. L'assemblée générale des militants CFDT de mardi devrait être une étape importante dans cette mobilisation: affaire à suivre...

Corres. Besançon

Dans la sidérurgie

Pour ceux qui ne sont pas au chômage, les conditions de travail ont été considérablement aggravées ces dernières années, dans une logique patronale de rattraper la compétitivité de la sidérurgie allemande. Il faut rappeler que depuis l'ouverture d'Usinor Dunkerque, il y a eu 84 accidents mortels! Le travail posté, particulièrement long, n'y est pas pour rien, en particulier du fait de l'amplitude: 80 % des accidents graves arrivent le 6^e ou le 7^e jour du poste.

Les sidérurgistes sont particulièrement opposés aux propositions gouvernementales des 9 demi-équipes: dans les années 60, ils avaient les 7 demi-équipes; cela se traduisait surtout par l'accroissement des polyvalences, et la déqualification. Sur le terrain des luttes, il faut noter deux luttes d'usines contre le travail le week-end: à la SAFE d'Hagondange, contre le travail le samedi après-midi, et aux Forges de Basse-Indre, en Loire Atlantique, depuis dix mois contre le travail le dimanche après-midi. Sans compter diverses luttes pour la cinquième équipe, à Fos et à Usinor.

Dans le papier-carton

Pour le travail posté, la Bramon papier carton est la deuxième en France. En moins de vingt ans, il a plus que doublé: 22,2 % en 1957; 52,6 % en 1974. Ainsi, 75 000 travailleurs sur 143 000 travaillent par équipes successives, la moitié en continu ou semi-continu (3 x 8; 4 x 8; 5 x 8), l'autre moitié en discontinu (2 x 8).

Deux périodes doivent être distinguées: avant 1974, date à laquelle la crise frappe de plein fouet l'industrie du papier carton, et après 1974. Avant 74, l'argumentation patronale était «*les raisons techniques*».

La CFDT, dès cette époque, a été la seule organisation à affirmer que le travail posté dans cette branche n'est pas une nécessité technique: les machines papier peuvent être arrêtées et remises en marche sans que cela provoque un quelconque dommage.

Plusieurs luttes ont été menées à Zig Zag (Thonon 74), à Aussedat-Cran (Annecy 74), à Voisin Pascal (les Eparres, 38). En 1970 et 1972: contre la mise en continu, pour l'arrêt de l'usine le dimanche; depuis deux mois, les travailleurs de deux machines font la grève le samedi, à 100 %.

A partir de 1974 on assiste à un glissement de l'argumentation patronale, l'allongement de la marche des machines est présenté comme une condition de la survie des entreprises! En réalité les arguments avancés par le patronat pour justifier l'introduction et l'existence du travail posté sous-tendent la logique d'augmenter les profits en accroissant la durée du travail par l'allongement du temps de marche des machines tout en réduisant les effectifs: dans la seule année 1977, il y a eu au moins 8 000 emplois supprimés.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication: Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire: 56 942

● Fascistes

Le PFN a annoncé qu'il tiendrait un meeting à Lyon le 26 janvier avec d'autres groupes européens. Les meetings de ce groupe à Paris et à Marseille avaient déjà pu se tenir avec une protection policière massive.

● Circulaire anti-grève du CNPF

Le service juridique du CNPF vient de faire parvenir à ses adhérents une étude indiquant les moyens pour les patrons d'obtenir réparation des dommages et intérêts pour les conséquences des grèves dans les services publics (coupures de courant, retards dans l'arrivée du courrier ou des marchandises en cas de conflit aux PTT ou à la SNCF). Les tribunaux ne retiennent généralement pas la responsabilité des services publics en cas de mouvement de grève de grande ampleur, de grève-surprise ou lorsque la solution des revendications est du ressort du gouvernement. Le CNPF invite ses adhérents à attaquer systématiquement les services publics en dommages et intérêts, espérant modifier la jurisprudence, en obligeant notamment les services publics à fournir la preuve du fait qu'il y ait eu force majeure.

Ce qui pourra toujours inciter l'EDF, les PTT ou la SNCF à prendre des mesures pour limiter le droit de grève. Par exemple, comme le suggère le texte patronal, en utilisant «des constats d'huissier, des appareils enregistreurs scellés ou des témoignages».

GISCARD PREPARE LE CONGRES DU PS

Mauroy a été reçu par Giscard lundi après-midi. En tant que Président du conseil de la région Nord-Pas-de-Calais, il venait évoquer les problèmes de l'emploi dans la région. Comme toujours dans ces cas, Giscard a promis qu'un plan

serait mis en place, dont les modalités seront révélées dans une semaine. Après avoir été reçu par Giscard, Mauroy espère être reçu par Barre. Dans le même ordre d'idées, le ministre des Postes, Segard, a fait appel à Mauroy pour constituer des dossiers communs et «conjuguer les efforts». Ca concerta.

Conférence de la Guadeloupe

DERRIERE LA SATISFACTION DES CHEFS D'ÉTAT, LES DÉSACCORDS SUBSISTENT

● Carter, Callaghan, Schmidt et Giscard ont maintenant regagné leur pays respectif après les entretiens de la Guadeloupe. Sur la base des orientations dégagées, les quatre chefs d'État ont convenu «d'informer» leurs partenaires respectifs : c'est ainsi que Giscard a été chargé d'informer les pays de la CEE, tandis que Carter se charge, bien sûr, de ceux de l'OTAN. Ce n'est qu'après que d'éventuelles décisions pourraient être prises.

A voir sur les écrans de télévision la mine réjouie des chefs d'État, à voir l'atmosphère de grande décontraction qui a régné tout au long des deux jours de discussion, tout semble s'être très bien passé. «Utile, harmonieux, directs, amicaux, substantiels, profitables» tels sont quelques uns des qualificatifs utilisés par les uns et les autres pour définir le sommet. Pourtant, à y regarder de plus près, les quatre semblent s'être séparés avec les mêmes désaccords qu'au dé-



part, que ce soient les désaccords entre les Européens et les USA, ou entre les Européens eux-mêmes.

SALT 3 : A PEINE EFFLEURER

Un des gros points de discussion était l'état et le devenir des négociations entre les deux superpuissances sur la limitation des

armements stratégiques. Giscard, Callaghan et Schmidt ont approuvé la politique américaine en ce domaine, allant même jusqu'à inciter ouvertement le Congrès américain à ratifier l'accord SALT 2... quand celui-ci sera signé, ce qui dépend aujourd'hui les Soviétiques. Quant à la suite de ces négociations, SALT 3, qui concernent directement l'équilibre des forces en Europe, aucun accord n'a pu se dessiner. Giscard n'a pas même évoqué le problème dans sa déclaration finale, alors que ce qui est en jeu, c'est la manière dont la force de frappe française se situe dans l'équilibre des forces entre USA et URSS. Carter aurait souhaité que la France donne son accord à une participation aux négociations SALT 3, à ses côtés bien sûr ; il ne l'a pas obtenu. Giscard aurait voulu un soutien précis à son projet de conférence pan-européenne sur la réduction des armements conventionnels, à laquelle les Russes s'opposent ; il ne l'a pas obtenu. Schmidt aurait voulu que soit lancé un appel en faveur du déblocage des négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale (MBFR), auxquelles la France ne participe pas ; il ne l'a pas obtenu.

Plus généralement, il semble qu'il ait été question de l'attitude à adopter envers l'Union soviétique. Au travers des déclarations connues, il serait difficile de dégager telle ou telle grande tendance. Tout au plus peut-on constater que si la politique américaine a été approuvée, Giscard et Schmidt ont mis l'accent sur la nécessité de ne pas négliger la politique de «détente», en clair de ne pas trop indisposer le Kremlin. Par exemple, il semble que les quatre n'aient pas été entièrement d'accord sur l'opportunité de vente d'armes à la Chine.

TOUR DU MONDE

Le sommet de la Guadeloupe a enfin été l'occasion d'un vaste tour d'horizon de la situation mondiale. Là encore les clivages, ou les nuances, déjà connus sont réapparues ; ainsi sur l'Iran, ou les Américains auraient critiqué la position française, illustrée par la présence en France de l'ayatollah Khomeiny. A l'inverse, Giscard se serait plaint de se voir seul, en fait, à soutenir le régime zairois.

Enfin, comme cela était prévu, il aura suffi d'un petit déjeuner en tête à tête pour que Giscard et Schmidt jettent les bases d'un règlement du problème des montants compensatoires de l'Europe verte, condition à la mise en œuvre du nouveau système monétaire européen. Confiée aux experts, la question pourrait être réglée dans les jours qui viennent, et le système monétaire se mettrait en place dès le mois de février.

Pour ce qu'on peut en savoir aujourd'hui, la conférence de la Guadeloupe n'aura donc fait qu'entériner une situation déjà existante. Certes, les bourgeoisies françaises, allemandes et anglaises se situent résolument dans le camp occidental, et donc dans le camp américain. Carter ne peut qu'être satisfait de cette réaffirmation. Mais cette position commune n'exclue pas des divergences, parfois sur des questions de fond. Le tout est de savoir si la conférence de la Guadeloupe aura penché du côté de l'unité, ou du côté de la précision des désaccords. Ce n'est que dans les semaines qui viennent que les véritables tendances pourront être appréciées.

Nicolas DUVALLOIS

Les socialistes européens en congrès à Bruxelles

UNITÉ FRAGILE POUR UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE COMMUNE

● Mercredi s'ouvre à Bruxelles le 9^e congrès de l'Union des partis socialistes et sociaux démocrates de la Communauté européenne. Ce congrès présente quelque intérêt, dans la mesure où son objectif est de mettre au point un appel commun des PS en vue de l'élection du Parlement européen.

L'Union des partis socialistes et sociaux démocrates de la CEE, ce n'est pas très connu. C'est pourtant un organisme qui a une réelle activité au Parlement européen de Strasbourg, puisque c'est sous

cette appellation que sont regroupés les socialistes des neuf pays de la Communauté européenne. Pour donner un ordre de grandeur, l'Union des partis socialistes regroupe actuellement un tiers des députés du Parlement européen de Strasbourg, contre un quart aux démocrates chrétiens, et seulement un dixième aux «démocrates européens», c'est-à-dire le RPR, et un dixième aussi aux différents partis révisionnistes. L'Union des partis socialistes de la CEE, dont le président est le Français Pontillon, est donc le principal groupe politique du Parlement

est donc le principal groupe politique du Parlement européen, et dans la mesure où les grands équilibres nationaux ne se modifieront pas d'ici juin, elle restera la force principale du nouveau parlement élu au suffrage universel. La définition des thèmes de campagne électorale, objet du congrès, est donc importante, et justifie la présence de tous les gros bonnets de la social-démocratie européenne, en commençant par Mitterrand, Mauroy, Rocard et Delors.

UN COMPROMIS SUR DES BASES MINIMUM

Pourtant, là encore, la tentative de définition d'axes communs au niveau européen va se solder au congrès de Bruxelles par un compromis. Les premiers contacts, établis au mois de juin dernier, ont fait apparaître qu'il ne serait pas possible aux différents partis socialistes de se présenter devant les électeurs avec un programme uniforme. L'idée en avait bien été formulée, par le Français Pontillon, soutenu par le SPD de

Willy Brandt. Mais le Comité directeur du parti français s'est opposé à tout ce qui pourrait nuire au développement de sa propre campagne, compte tenu des rapports de forces particuliers en France. Pas question de se prononcer sur l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen, etc.. Il ne reste alors qu'une déclaration politique en 31 points, qui dans l'ensemble reste d'une grande généralité. Les partis socialistes européens se prononcent cependant pour un développement de la Confédération européenne des syndicats, à laquelle participe actuellement en France la CFDT et FO, pour l'élargissement de la CEE à la Grèce, le Portugal et l'Espagne (les partis socialistes de ces deux derniers pays participeront d'ailleurs au congrès de Bruxelles), pour une politique de détente avec l'Europe de l'Est, selon les principes des accords d'Helsinki. Ce seront là les grands thèmes de la campagne électorale commune des partis socialistes européens. Le reste, c'est-à-dire l'essentiel, sera déterminé au niveau national.

UNION DES PARTIS SOCIALISTES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

PARTIJ VAN DE ARBEID (Pays-bas)
PARTI SOCIALISTE BELGE
SOCIALDEMOKRATIET (Danemark)
S.P.D. (R.F.A.)
PARTI SOCIALISTE (France)
THE LABOUR PARTY (Grande-Bretagne)
PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATIQUE ITALIEN
PARTI SOCIALISTE ITALIEN
PARTI OUVRIER SOCIALISTE LUXEMBOURGEOIS
THE LABOUR PARTY (Irlande)
SOCIAL DEMOCRATIC AND LABOUR PARTY (Irlande du Nord)

50 MORTS DANS L'INCENDIE DU PETROLIER

«La compagnie a tendance à tirer sur l'entretien»

Trois corps ont pu être repêchés après l'accident survenu dans la nuit de dimanche à lundi vers une heure du matin dans le port irlandais de Bantry. Trois corps, mais d'ores et déjà il n'y a plus d'espoir de retrouver vivants les 42 hommes d'équipage et les 7 ouvriers présents sur le navire au moment de l'explosion. Un bilan très lourd dont la responsabilité semble incomber à la compagnie française Oxinavi, du groupe Total, propriétaire du Bétégeuse également français. Ce pétrolier de 120 000 tonnes, âgé d'une douzaine d'années, semble, selon certains membres d'équipage (les roulements se font tous les cent jours environ) qui y travaillaient avoir souffert de quelques carences au niveau de son entretien, la compagnie ayant mis le navire en vente. Les marins disent à propos du navire que «la compagnie a tendance à tirer sur l'entretien», et ne manque pas de faire le chantage au licenciement pour imposer à ceux-ci d'être moins exigeants ; la compagnie restructure en effet, elle aussi. 50 morts pour quelques francs de plus ! Le capitalisme et sa soif inassouvie de profits ne nous étonne hélas plus dans les drames qu'il déclenche.

L'accident s'est produit alors qu'il restait dans les cuves du pétrolier 40 000 tonnes de brut, sur les 120 000 tonnes d'arabes léger et d'arabes lourd que pouvaient contenir ses soutes. La première explosion qui s'est vraisemblablement produite dans la salle des pompes du pétrolier, a secoué le navire au moment où il présentait le maximum de risques : deux tiers de ses cuves vides, et dans ce vide laissé par le pétrole, un mélange gazeux composé des émana-



tions d'hydrocarbures, particulièrement explosif. De brefs instants plus tard, une explosion infernale, projetant des boules de feu à 400 mètres de hauteur, selon les témoignages, brisa le pétrolier en deux, les flammes de 200 mètres de haut achevant de le dévorer. Les vitres volaient en éclat à plus de 15 kilomètres à la ronde, autour de l'île de Whiddy, où est installé le terminal pétrolier de la Gulf (société américaine) et qui alimente l'industrie britannique et une part de l'industrie européenne. Une partie importante des installations portuaires étaient détruites tandis que les habitants de la petite île irlandaise, une quarantaine, évacuaient leurs habitations à l'aide d'embarcations ; les secours tentaient de circonscrire le sinistre pour empêcher qu'il n'atteigne le stock de près d'un million de tonnes d'hydrocarbures. Toutefois, les 40 000 tonnes restantes s'enflammaient tandis qu'elles s'élevaient sur la mer, et dans la matinée de lundi, un

épais nuage de fumée noire visible à plusieurs kilomètres autour du lieu du drame, flottait sur la ville.

Les conséquences pour l'environnement de cette partie de l'Irlande, que d'aucun comparent à la Côte d'Azur, sont encore difficiles à établir, le pétrole continuant de s'écouler des soutes du navire. Le terminal pétrolier de Bantry, que l'on peut comparer à Antifer au Havre, maintenant hors d'atteinte des flammes, avait à l'époque de son installation soulevé la réprobation de la population.

Quoi qu'il en soit, les cinquante morts constituent un bilan trop lourd, en partie parce que le pétrolier n'était pas équipé en «gaz inerte», cette méthode qui consiste à remplir les cuves par des gaz brûlés par les chaudières au fur et à mesure qu'elles se vident en pétrole et qui diminue considérablement les risques d'explosion. Le capitalisme, il est vrai, a depuis longtemps refusé de compter les travailleurs qu'il assassine tous les jours, et sans lesquels il ne pourrait perpétuer.

P.C.

Les exigences de la CFDT

Le syndicat des marins CFDT a demandé, à la suite de l'accident survenu à bord du navire français *Le Bétégeuse*, d'avoir accès au dossier de l'enquête. Selon la CFDT, «l'argument du choix à faire entre le coût des travaux à effectuer et le maintien en service d'un navire a déjà été employé par certains armements ; on est donc en droit de s'interroger pour *Le Bétégeuse*». Dans ce sens, la CFDT exige de «tout mettre en œuvre pour que les causes de l'explosion soient connues et trouver les moyens pour que cela ne puisse se reproduire.»

Racisme à Martigues

Le Comité anti-raciste de Martigues appelait ce mardi 9 janvier à une réunion de soutien à un ouvrier algérien victime de sévices racistes. Une plainte auprès de la SNCF et du commissariat de police de Marseille devait également être déposée ce mardi.

J'aimerais témoigner de faits qui se sont passés à Marseille, la nuit du 29 au 30 et qu'il faut que les gens sachent.

Vendredi soir 29 décembre, à 20 h 30, à la gare St Charles à Marseille, je prenais un billet pour Paris, comptant passer les fêtes chez mon frère. Comme je me préparais à payer par chèque, l'employé me demanda ma carte d'identité ; je produisis tous mes papiers (carte de séjour, livret de famille). Mais, prétextant que mes papiers étaient trafiqués, il menaçait d'appeler la police. Je le devançais et interpellais deux agents qui passaient. Ceux-ci confirmèrent que mes papiers semblaient louches, et ils m'emmenèrent au commissariat.

C'est alors que, sans preuve aucune, sans vérification, j'ai été fouillé, insulté, menacé, frappé pour me faire avouer que j'avais trafiqué mes papiers. J'ai proposé aux policiers de vérifier auprès des autorités que tout était en règle, mais cela n'a fait que redoubler leur fureur. J'ai de nouveau reçu coups de pieds et coups de poings, à la mâchoire, au ventre, au sexe, et autres humiliations et sévices d'ordre sexuel.

J'ai décidé alors de porter plainte pour coups et blessures, injures racistes et violence, ce qui a beaucoup amusé mes tortionnaires. Conduit au commissariat central de Marseille (dit l'Evêché) on m'a fait du chantage : «Si tu portes plainte, on est obligé de te garder» ; on a essayé de me faire signer des versions des faits falsifiées «si tu ne signes pas, ça te coûtera plus cher». J'ai répondu que je ne signerais qu'en présence

de mon avocat ou de ma femme. Lorsque j'ai reparlé des sévices sexuels que j'avais reçus, je me suis fait de nouveau frapper et injurier.

J'étais dans un état de grande faiblesse ; ils m'ont imposé de voir le docteur de service — je réclamaux le mien. Je ne sais pas ce que ce docteur de l'Evêché a écrit sur son rapport.

A aucun moment, il ne m'a été possible de contacter quiconque, ni ma famille, ni ma femme, ni mon avocat. Je me sentais isolé et impuissant, et je ne comprenais absolument pas la cause de leur acharnement : mes papiers sont parfaitement en règle.

J'ai passé la fin de la nuit dans une cellule, en compagnie d'autres immigrés, tous plus ou moins amochés (oreille qui saigne, pantalons déchirés, etc.).

Le lendemain, nouvelle affaire, nouveau chef d'accusation encore plus invraisemblable que le premier : on a découvert que j'étais sous l'effet d'une condamnation, pour vol, à Lyon et que j'aurais purgé six mois de prison de janvier à mai 1978, alors qu'à cette époque j'effectuais un stage de FPA à Port de Bouc, stage terminé par l'obtention de mon diplôme de soudeur-tuyauteur, le 11 février 78.

Menottes aux mains, j'ai été conduit chez le procureur qui, relevant des incohérences et des «oublis» dans le dossier, m'a laissé en liberté provisoire, me laissant cependant entendre que l'inculpation était maintenue.

Martigues
le 31 décembre 1978
Youssef SASSI

● Gennevilliers : CES en ruine

En novembre 1978, déjà, le toit du CES Edouard Vaillant avait menacé de s'effondrer à la suite de très fortes pluies. Face à la mobilisation des professeurs et des parents d'élèves qui avaient décrété la grève scolaire, l'inspection d'académie avait accepté de rafistoler le toit et promis des travaux aux grandes vacances qui, bien sûr, passaient sans la moindre ombre d'un chantier.

A la rentrée des vacances de Noël, le CES fermait : le chauffage ayant été arrêté pendant 15 jours (économies d'énergie obligent !), les canalisations avaient éclaté dans plusieurs salles de classe. Le 8 janvier, jour officiel de la réouverture, certaines salles de classe s'étaient transformées en patinoire et on apprenait de plus que les rafistolages du toit n'avaient pas résisté aux intempéries et que les dangers d'effondrement reprenaient. Les professeurs se réunissaient aussitôt en assemblée générale, refusant d'accepter, pour la seconde fois, des conditions de travail scandaleuses, sans la garantie expresse de construction d'un nouveau toit et de réfection réelle du chauffage. Ils alertaient des représentants de la mairie et l'association de parents d'élèves, et se rendaient avec eux en délégation à l'inspection académique où on leur répondait qu'on allait envisager le problème ! Pour la seconde fois, les 900 élèves de ce collège, tous d'origine populaire et immigrée à près de 50 %, se retrouvent dans la rue.

Froid : voyage en train...

Paris, gare d'Austerlitz, nuit du 4 au 5 janvier :

«Messieurs les voyageurs sont informés qu'en raison de très fortes chutes de neige entre Paris et Orléans, les trains subissent de très importants retards.»

C'est la seule «information» assénée toutes les heures, à laquelle auront droit les centaines de voyageurs du Paris-Algésiras, Espagnols, Portugais, Marocains, Français, comme les usagers des quelques grandes lignes qui attendent le départ depuis 22 ou 23 heures.

Vers 3 heures du matin, on s'ébranle, pour s'arrêter une demi-heure plus tard, on ne sait où, en grande banlieue.

Le jour se lève sur un

paysage tout blanc : une sous-station, des blocs de HLM et devant : plusieurs convois bloqués, un train de trains !

Il faudra attendre 11 h pour rejoindre la gare d'Etampes. Quelques employés évoluent sur le quai, il faut aller à la pêche aux renseignements.

Retour sur Austerlitz : cette fois-ci, les hauts parleurs sont muets, tandis que la gare se remplit de «rapatriés». On annonce un train à 13 h 56 pour Irún, à 13 h 25 il est plein comme un œuf. J'aperçois un retraité marocain qui s'y embarque avec de gros paquets, un couple de personnes âgées...

Dans la gare, deux hôtesses qui s'occupent des familles nombreu-

ses. Le buffet est pris d'assaut : il paraît que la SNCF paie un repas à certains voyageurs.

Bribes après bribes on peut reconstituer ce qui s'est passé. En fait, un premier train est bloqué au sud d'Estampes depuis 9 h du soir, sans chauffage.

D'après l'un des ses occupants, aucun secours n'est arrivé avant le lendemain matin, malgré plusieurs appels, plusieurs locos n'ont pu tirer le convoi, gelé sur place.

Un employé d'Etampes expliquait qu'il avait fallu retrouver le chasseur-neige, puis le réparer avant de le mettre en route : il n'avait pas servi depuis 1955. Il parlait aussi d'un délestage de

l'EDF qui n'aurait rien arrangé.

Mais alors, on ne comprend plus : pourquoi être parti dans la nuit ? On devait bien savoir à Paris que la voie était bloquée. C'était bien la question que beaucoup se posaient à Austerlitz.

Les employés sont dé-sabonnés : «Depuis un mois que je suis là, c'est toujours la même pagaille» dit un jeune stagiaire qui garde sa casquette sous le bras pour ne pas être interpellé : que répondrait-il ?

Un plus ancien lève les bras au ciel : «C'est la voie hiérarchique !» Encore plus bouchée que la voie ferrée, celle-là !

F.F.

● Procès en Hongrie et en Tchécoslovaquie

Mme Marie-Christine Hala, de nationalité française a été arrêtée le 30 décembre à l'aéroport de Budapest. Elle a aussitôt été conduite à la prison pour femmes. Les jours derniers les autorités hongroises n'ont formulé aucune accusation. Il a été indiqué au Consul de France qu'elle aurait aidé un Tchèque à quitter son pays. Nous apprenons que c'est pour ce motif qu'elle sera jugée dans quelques jours. Entre temps Marie-Christine Hala a refusé de parler sans la présence de son avocat qui devait la contacter aujourd'hui.

D'autre part le procès de Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, aura lieu jeudi à Trutnov. Il avait été arrêté le 1^{er} octobre 1978 (après un passage à tabac) à la frontière polonaise lors de la troisième rencontre avec le KOR. Il sera jugé pour «rébellion à agents», et il risque que sa nouvelle condamnation cumule avec les 18 mois constitutionnels qui restaient de la première (6 ans et demi de prison en 1972). Son état de santé étant plus que faible (voir la tournée européenne de son fils), c'est pour lui une question de vie ou de mort.

J. R.

● Iran : succès de la journée nationale de deuil : difficultés pour Bakhtiar

Lundi, journée de deuil national, des manifestations se sont déroulées dans tout le pays. A Mashad, plus d'un million de personnes ont participé à une marche de protestation. L'armée a tiré sur les manifestants à Téhéran, à Qom et à Tabriz. Selon des membres du mouvement religieux à Paris, le gouvernement Bakhtiar a peu de chances de se maintenir au pouvoir. La seule solution qui pourrait lui permettre de durer quelque temps résiderait dans le départ du Shah. On apprend déjà que le ministre de la Défense du gouvernement Bakhtiar a démissionné de ses fonctions.

Dans une déclaration, l'Ayatollah Khomeiny indique au sujet de Bakhtiar que «tous ceux qui sont nommés par le Shah sont en dehors de la légalité et sont des traîtres». L'opposition religieuse s'inquiète de la nomination du gouvernement Bakhtiar. Un porte-parole du mouvement religieux à Paris nous déclarait lundi que «les choses auraient été beaucoup plus simples si Bakhtiar avait refusé de former un gouvernement» et craignait que cette nomination ne permette au régime de gagner du temps.

● La CIA en Iran : «Nous étions à leurs côtés»

Jesse Leaf, ancien responsable de la CIA en Iran, a déclaré, dans le cadre du débat sur les rapports entre les services secrets américains et le régime du Shah, a déclaré que la CIA était parfaitement au courant des activités de la Savak et des atrocités commises par la police politique du dictateur iranien. Les agents de la CIA ont même donné des cours de torture aux hommes de la Savak. «Ces cours étaient basés sur les techniques de torture nazies pendant la seconde guerre mondiale», affirme Jesse Leaf qui précise que le Shah était l'informateur numéro 1 de l'agence américaine. L'ancien espion s'étonne des remords tardifs des Etats-Unis au sujet de leur soutien à la dictature. «Pourquoi aurions-nous protesté ? Nous étions à leurs côtés !».

● Les travailleurs américains du pétrole menacent de faire grève

Les soixante mille travailleurs du pétrole américains qui sont syndiqués feront grève s'ils n'obtiennent pas une augmentation supérieure aux 7 % prévus par Carter dans le cadre de son «plan de lutte contre l'inflation». C'est ce qu'a déclaré le dirigeant national du syndicat dimanche. Le syndicat du pétrole demande des augmentations de 9 % par an pour les deux années à venir pour suivre la hausse du coût de la vie.

RFA : COMPROMIS EN VUE DANS LA SIDERURGIE

Dimanche 7 janvier, les représentants du patronat et les délégués de l'IG Metall sont parvenus à un compromis qui pourrait mettre fin à la plus longue grève que la sidérurgie ait connue dans la Ruhr depuis 50 ans. Le compromis signé dimanche prévoit, outre une augmentation de salaire de 4 % valable du 1^{er} novembre 1978 au 31 janvier 1980, un certain nombre de congés supplémentaires : 2 jours de vacances accordés immédiatement auxquels s'ajoutera un 3^e jour en 1980 et 2

jours de plus en 1981. Ainsi tous les sidérurgistes allemands bénéficieront de 6 semaines de vacances en 1982. Le patronat n'a pas cédé sur la revendication principale des sidérurgistes qui demandaient l'abaissement de la semaine de travail à 35 heures, cela malgré 40 jours de conflit qui ont porté un coup très dur au patronat allemand. Joseph Weisweiler, président des patrons de l'acier, fait le bilan de cette grève du côté patronal : «La semaine de quarante heures est sauvée, mais

nous avons payé un prix horriblement élevé pour mettre un terme au conflit et maintenir la paix sociale». Les patrons allemands ont été quelque peu déçus par la combativité manifestée par les sidérurgistes ; la collaboration de classes qui fonctionnait jusqu'alors n'a pu empêcher les travailleurs de poursuivre une grève pendant 40 jours. Une fois de plus, il semble que les travailleurs aient été trahis par leur syndicat social-démocrate dont l'un des représentants, Kurt Herb,

s'est abstenu de mentionner leur principale revendication : la semaine de 35 heures, trahissant ainsi 100 000 grévistes. Grâce aux statuts syndicaux, les directions réformistes sont pratiquement assurées de faire appliquer leur consigne de reprise du travail :

25 % de voix pour la reprise suffisent pour faire appliquer la décision du syndicat, tandis que 75 % des voix sont nécessaires pour décider d'une grève.

ALGERIE : CONGRES DE L'UNJA

Echec d'une union, et étape dans la candidature de Yahyaoui à la présidence.

Aujourd'hui, mardi 9 janvier, se clôt le Congrès constitutif de l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne) qui s'est tenu à quelques kilomètres de la capitale. Cette organisation constituée de fait depuis quelques années, devait se structurer dans les facs, les lycées, les maisons de jeunes.

De fait, elle a écrasé l'autonomie de ces mouvements de jeunesse, qui ont su enthousiasmer et mobiliser la jeunesse y compris dans l'immigration. L'UNJA a muselé ce qui permit l'expression et le développement et l'initiative de cette couche du peuple.

Aujourd'hui, le volontariat contrôlé par le PAGS*,

n'enthousiasme plus grand monde, car les buts politiques qu'il semblait viser, liés avec la paysannerie, n'étaient en fait que produire en donnant des leçons aux paysans. Aucun lien véritable n'a pu exister sur une large échelle, dans la mesure où on main d'œuvre auxiliaire. L'UNJA n'a d'existence que dans les facs, elle n'a tiré aucun bénéfice des capacités militantes des organisations précédentes. Dans toutes les maisons de jeunes d'Algérie, on vous raconte que lorsque l'UNJA débarque, c'est pour brimer l'initiative, encadrer autoritairement les activités. Les jeunes ressentent cela comme un mal nécessaire, car ils ne possèdent que la rue comme loisir. Bien des jeunes de cette organisation ne la fréquentent que pour sa raison d'être : un des seuls lieux de rencontre entre garçons et filles, hormis le ly-

cée. Le discours d'introduction au Congrès, qui se tient depuis le samedi 6, a été prononcé par Mohamed Salah Yahyaoui (responsable du Parti), en présence du Conseil de la révolution. Son nom a été scandé à deux reprises devant plusieurs ministres. Cette véritable ovation montre de fait le soutien que lui apportent les organisateurs vers sa candidature à la présidence de la République, qui sera sans doute sanctionnée au Congrès du Parti - FLN à la fin du mois. Ce discours et les ovations ont été diffusés aux informations télé de 20 heures. Yahyaoui prépare efficacement sa candidature. Quant à son discours, il fut encore l'occasion d'affirmer la continuité de la «ligne Boumediène». Il a accusé de trahison ceux qui tentaient de dévier (mise en garde renouvelée pour cer-

tains membres du Conseil de la révolution). Il a aussi pris acte des bonnes résolutions récentes du PAGS, en affirmant «qu'aucune action militante ne peut se situer hors du cadre du FLN». Les membres sont nombreux à ce Congrès, et ils seront désormais à la tête de l'UNJA. En même temps que Yahyaoui délimite le pouvoir des ex-membres du PAGS, il s'assure leurs voix et leur soutien.

Nadjib BENHAD

* PAGS : Parti de l'avant-garde socialiste, créé par des anciens membres du PCA (pro-soviétique). Il est passé d'un soutien critique (en investissant et recrutant dans l'armée, l'administration et les mass médias) à un soutien pur et simple en rejoignant le Parti - FLN.

LIGUE ARABE

La 71^e session du conseil de la Ligue arabe se tiendra en mars à Mogadiscio en Somalie. A la suite du sommet de Bagdad, les pays arabes avaient décidé que le Caire ne serait plus le siège de la Ligue arabe après l'acceptation des accords de Camp David par Sadate. Cependant le transfert provisoire à Mogadiscio a été décidé en accord avec l'Egypte, ce qui montre qu'elle entend rester membre à part entière de la Ligue arabe.

GRECE - TURQUIE

Les pourparlers entre la Grèce et la Turquie sur la délimitation du plateau continental de la Mer Egée devaient reprendre cette semaine à Vienne. Récemment, la Cour internationale de la Haye s'est déclarée incompétente

à ce sujet, ce qui a incité les deux gouvernements à reprendre des négociations bilatérales.

POLOGNE - USA

Les Etats-Unis viennent d'accorder un nouveau crédit de 300 millions de dollars à la Pologne pour l'achat de produits agricoles, en particulier de céréales. Pour l'année budgétaire, les USA auront donc prêté 500 millions de dollars en tout à la Pologne. Il s'agit d'une part très importante des crédits d'aide aux exportations agricoles américaines. Les crédits sont remboursables en trois ans. Devant les difficultés économiques croissantes, conséquence du pillage de l'URSS, les dirigeants polonais sont de plus en plus amenés à faire appel aux impérialismes occidentaux.

HONGRIE

Le gouvernement hongrois a décidé une série de hausses importantes sur de nombreux produits : essence (25 %), vélos (20 %) appareils ménagers (9 à 14 %), tabac, bière, riz, etc.

PRIX EUROPEENS : 0,6 % en novembre

Selon les organismes communautaires, l'indice des prix à la consommation a augmenté dans la CEE de 0,6 % en novembre. L'Italie aurait la hausse la plus forte (1 %), les Pays-Bas la plus faible (0,1 %). Le Royaume-Uni aurait vu ses prix augmenter de 0,6 %, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg de 0,3 %. Toujours selon les mêmes sources,

la hausse des prix pour l'année a été de 2,2 %.

KLAUS CROISSANT : PROCES REPORTE

Lundi, la séance prévue du procès de Klaus Croissant n'a pu avoir lieu en raison de l'état de santé du Président du tribunal. Les audiences ont été reportées pour au moins une semaine. Klaus Croissant est emprisonné à Stammheim depuis le 16 novembre 1977, son procès a commencé le 9 mars 1978.

DETENTE

Selon un député de RFA, le gouvernement ouest-allemand aurait dépensé, depuis 15 ans, plus d'un milliard de marks pour racheter à la RDA environ 15 000 prisonniers politiques.

● Dans la longue conférence de presse qu'il a donné lundi à Pékin, Norodom Sihanouk a vivement et fermement dénoncé l'agression vietnamienne et soviétique contre le Kampuchéa. Il a affirmé sa certitude de voir son peuple opposer une résistance acharnée en menant la guerre populaire contre l'invasion. Il a dénié toute représentativité au «FUNSK», déclarant notamment : «*Qui sont les leaders de ce soi-disant Front ? Ils sont parfaitement inconnus du peuple du Kampuchéa. Qui est Heng Samrin ? Je ne le connais pas.*»

Malgré ses désaccords avec le gouvernement de Pol Pot, Sihanouk a déclaré qu'il le considérait comme le représentant légal du Kampuchéa démocratique et qu'il mènerait à bien la mission qui lui a été confiée par ce gouvernement pour dénoncer l'invasion et défendre la cause de l'indépendance du Kampuchéa devant les Nations Unies.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée de matin à Beijing, Samdech Sihanouk a dit : «*L'Union soviétique et le Vietnam ont préparé l'agression contre le Kampuchéa lorsqu'ils ont signé le traité bilatéral. Récemment ils ont étudié à Moscou un plan d'agression et d'invasion contre notre pays, visant à l'occuper et à le coloniser.*»

Il ajoute : «*Depuis des mois, les Russes ont envoyé chaque jour au Vietnam des navires, etc. transportant des armes de tous les modèles, des équipements militaires, et aussi des avions sophistiqués, non seulement Mig 19 mais aussi Mig 21.*»

Il a dit qu'il avait suivi les événements dans le monde, en écoutant tous les jours les radios du monde entier. Il y a eu des informations sur le mouvement des armes et des tanks le long de la route Hanoi-Saigon a-t-il ajouté. «*Les Vietnamiens sont pauvres, désespérément pauvres : ils n'ont pas de riz à manger. Ils se sont adressés au Japon, à certains pays d'Asie et beaucoup d'autres pays pour qu'on leur donne de l'argent, du riz et un peu de tout. Ils ont tout accepté même un morceau de pain et un œuf pour déjeuner. Comment pourraient-ils avoir tant de tanks et d'autres armes ?*»

L'URSS et le Vietnam s'entendent comme larrons en foire. Ils sont fortement impliqués dans la préparation et le déclenchement de la guerre d'agression contre le Kampuchéa, a-t-il déclaré.

«*Comment pouvez-vous être certains que les Vietnamiens et les Russes seront satisfaits en avalant seulement le Kampuchéa. Un pro-*

verbe français dit : L'appétit vient en mangeant. Après avoir avalé le Kampuchéa, l'appétit de la Russie, du pacte de Varsovie et du Vietnam augmentera. Puis ils menaceront la Thaïlande ; après l'avoir avalée, ce sera le tour de Singapour et de la Malaisie. Tout cela dans l'intérêt de l'impérialisme et du colonialisme du Vietnam. Je ne peux vous prédire si l'Indonésie et les Philippines seront avalées parce qu'elles sont sur des îles. Mais en ce qui concerne les pays comme Singapour, la Malaisie et la Thaïlande, je suis sûr qu'ils seront avalés ; pas immédiatement, mais tôt ou tard, ils seront avalés ; parce que cela est dans l'intérêt de l'hégémonisme russe et du désir de l'hégémonisme vietnamien.»

Samdech Norodom Sihanouk a poursuivi : «*Les Vietnamiens ne respectent pas la souveraineté nationale du Laos, et celui-ci est faible avec une population peu nombreuse et un pays pauvre ; il ne peut pas faire beaucoup pour sauvegarder sa souveraineté nationale.*»

Ainsi, vous voyez, il est très dangereux pour l'Asie du Sud-Est de laisser le Vietnam rester au Kampuchéa et continuer à l'occuper, parce que le Kampuchéa sera une base puissante pour les Vietnamiens, qui ont les Soviétiques derrière eux, pour lancer des attaques contre les pays d'Asie du Sud-Est. Ainsi, l'équilibre des forces dans le monde pencherait en faveur du bloc soviétique, et alors cela ferait peser une menace directe sur les Etats-Unis et le reste du monde.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE NORODOM SIHANOUK

(Extraits)

D'après le compte rendu de l'Agence Chine nouvelle



Les Vietnamiens ne sont pas des non-alignés

Samdech Norodom Sihanouk a appelé les pays non-alignés à condamner le Vietnam pour son agression contre le Kampuchéa démocratique et à aider celui-ci à regagner son indépendance et son intégrité territoriale.

En réponse à une question, Samdech Norodom Sihanouk a dit : «*Ma patrie est agressée par le Vietnam sans aucune justification. Les Vietnamiens ne sont pas des non-alignés, il faut absolument les expulser de la famille des non-alignés depuis qu'ils sont devenus dans les faits des alliés militaires*

de l'URSS et du Pacte de Varsovie.»

Comment les Vietnamiens peuvent-ils se prétendre non-alignés puisqu'ils ne respectent pas le principe de non-alignement et de l'indépendance ? Ils sont un pays satellite de l'URSS et un membre de l'organisation militaire soviétique agressant et menaçant de nombreux pays dont certains en Afrique.

Il a souligné : «*Les pays non-alignés doivent premièrement condamner le Vietnam pour ses agressions ; deuxièmement, expulser le Vietnam du mouvement du non-alignement ; et troisièmement chercher les moyens pour aider le Kampuchéa à reconquérir son indépendance et son intégrité territoriale.*»

«Le plus urgent : s'opposer à l'agression du Vietnam»

Répondant à des questions posées sur la situation intérieure du Kampuchéa par des journalistes étrangers, Samdech Norodom Sihanouk a dit qu'il n'approuvait pas personnellement certaines mesures politiques intérieures appliquées par le gouvernement de Pol Pot, mais il a souligné que le plus urgent problème était maintenant l'agression actuelle du Vietnam contre le Kampuchéa. C'est un problème très important pour la stabilité et la paix dans le monde tout entier, non seulement pour l'Asie mais aussi pour tout le monde.

Ainsi, nous mettons de côté la question des droits de l'homme. Nous devons travailler de tout cœur pour la paix et la stabilité de l'humanité, et nous conjuguons nos efforts pour éviter la perte d'indépendance du Kampuchéa face à l'avancée de l'agression du Vietnam et de l'URSS. Nous devons les stopper.

Il a continué : «*Tout d'abord, nous devons rétablir l'indépendance et la souveraineté du Kampuchéa, rétablir ou restaurer la paix dans l'Asie du Sud-Est en Indochine et réaliser la paix et la stabilité dans le reste du monde.*»

Samdech Norodom Sihanouk a dit qu'il soutenait la politique de Pol Pot pour la défense de l'indépendance nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Kampuchéa. «*Pol Pot est le symbole de la légitimité du Kampuchéa.*»

PARMI LES RÉACTIONS DANS LE MONDE

Japon

Après l'annonce de l'occupation de Phnom Penh, le gouvernement japonais a déclaré qu'il allait «*reconsidérer sa politique d'aide au Vietnam.*»

USA

Un porte-parole du département d'Etat américain a déclaré : «*Les Etats-Unis sont favorables à un système stable d'Etats indépendants en Asie du Sud-Est. Ce système implique un Cambodge indépendant. Il a déclaré que les USA souhaitent «le retrait des forces armées du Cambodge» et «l'intégrité de toutes les frontières de la région.*»

Italie

Le PCI n'a pas adopté la position d'alignement total sur le Vietnam et l'URSS qui a été celle de l'Humanité. L'Unita parle d'une «*affaire douloureuse et inédite*» ayant «*des effets négatifs sur les relations directes entre les deux grands pays socialistes... avec le risque de faire dégénérer des frictions et des divergences en véritable conflit.*»

LA LUTTE DU PEUPLE DU KAMPUCHÉA CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

● Alors que, depuis seize ans, l'impérialisme US s'efforçait de chasser du pouvoir le gouvernement indépendant et neutriste de Sihanouk, il parvenait à ses fins le 18 mars 1970 grâce au coup d'Etat de Lon Nol : ce putsch entraînait dans le cadre de la stratégie indochinoise de l'impérialisme US. Celui-ci voulant réduire à néant le précieux soutien que représentait le Cambodge pour la lutte du peuple vietnamien.

Dès le coup d'Etat, les patriotes khmers, dans le maquis depuis plusieurs années, lançaient un appel à la lutte armée en constituant un large front contre l'impérialisme, incluant Sihanouk, représentant du pouvoir légal. Quelques semaines après le Coup d'Etat, devant la résistance populaire, l'impérialisme américain devait faire intervenir 110 000 soldats américains et fantoches saïgonnais qui multiplieront les massacres pendant deux mois, avec l'appui aérien des bombardiers B 52. En vain, car le 30 juin, ils devaient battre en retraite, laissant sur le terrain de nombreux morts et beaucoup de matériel.

L'impérialisme américain se trouvant de plus en plus en difficulté au Vietnam, il porta l'essentiel de ses efforts au Cambodge, sur une «*khméri-sation*» de la guerre. Il s'agissait alors d'armer, d'équiper et d'encadrer une armée fantoche comme celle de Saïgon.

Cette tentative fut illusoire : développant ses liens avec les masses, organisant le pouvoir populaire dans les zones libérées, les forces armées du FUNK remportèrent des victoires décisives en 1973, malgré une gigantesque concentration de bombardements quotidiens par les B 52, de janvier à août.

En décembre 1973, 90 % du territoire était libérés et 85 % de la population vivaient dans ces territoires.

L'année 1974 vit s'ouvrir l'étape de la destruction totale des forces fantoches. Malgré l'appui américain, les parachutages massifs de munitions, les bases du fantoche Lon Nol tombèrent une à une. Le 17 avril 1975, la capitale Phnom Penh, encerclée depuis des mois, et bastion des agresseurs, minée par des soulèvements populaires, était libérée par les forces armées de libération popula-

re. Après cinq ans de lutte héroïque contre l'impérialisme US, le peuple du Cambodge remportait ainsi une victoire définitive contre l'agression.

L'autre superpuissance

Mais tout au long de ces cinq années de combat, en même temps qu'il se battait contre la superpuissance américaine, le peuple du Kampuchéa devait faire face aux complots de la superpuissance soviétique qui s'opposait déjà à sa volonté d'indépendance.

Au cours même de la lutte de libération, l'URSS s'est acharnée à tenter de briser la ligne d'indépendance et de non-alignement du FUNK. En 1970, après le coup d'Etat de la CIA, l'URSS refusa de reconnaître le GRUNK, gouvernement légal du Cambodge et calomnia Sihanouk. Par la suite, l'URSS complota pour créer un soi-disant «parti communiste» avec des individus à sa solde pour tenter de spolier le FUNK de la victoire. En même temps, elle ne cessait de maintenir une représentation diplomatique auprès du régime de Lon Nol.

Ainsi, au cours de sa lutte de libération, le peuple du Kampuchéa a acquis une riche expérience dans la lutte contre les superpuissances. L'appui du social-impérialisme soviétique à l'agression vietnamienne aujourd'hui, n'est que la continuation des complots et des sabotages machinés par l'URSS avant la libération. Le Kampuchéa démocratique, qui s'est forgé dans cette lutte, puisera dans son expérience de la guerre populaire et dans sa tradition d'indépendance, les ressources pour résister à l'agression vietnamienne et soviétique et, en fin de compte, remporter la victoire.

RECTIFICATIF :

● Nous avons mentionné par erreur dans la dernière édition du Quotidien : le «comité des partisans khmers en France». En fait, il s'agit, comme cela était indiqué par ailleurs, du «comité des patriotes khmers en France».

● D'autre part, dans l'article «Soutien au peuple du Kampuchéa», il fallait lire : «*jusqu'en avril 1975, malgré la reconnaissance du GRUNK (et non pas du FUNSK), Moscou ne cessera ses manœuvres...*»

LES COMBATS CONTINUENT AU KAMPUCHÉA

Alors que les troupes vietnamiennes installées à Phnom Penh viennent de mettre sur pied un «conseil révolutionnaire» fantôme, présidé par le président du FUNSK, Heng Samrin, les combats continuent au Kampuchéa. Selon les sources militaires de Bangkok, l'armée régulière s'est repliée en bon ordre avant que les troupes vietnamiennes ne coupent la route n°5. Contrairement aux informations mensongères diffusées par l'Agence TASS, les dirigeants du Kampuchéa se sont repliés dans le massif montagneux des Cardomones, au Sud-Ouest de Phnom Penh. Certaines unités auraient gagné la région de Siem Reap, dans le Nord-Ouest. Par ailleurs, les diplomates en poste dans la capitale du Kampuchéa, et qui avaient été évacués devant l'avancée des troupes vietnamiennes, sont arrivés lundi à Aranyaprathet, en

Thaïlande. Ils étaient protégés par un détachement militaire, qui a aussitôt replongé dans la jungle.

Les autorités thaïlandaises se montrent particulièrement inquiètes de l'agression vietnamienne. Des troupes ont été massées aux frontières. Le Premier ministre thaïlandais, le général Chammamand, a de son côté convoqué les ambassadeurs des quatre pays de l'ANSEA (Malaisie, Indonésie, Singapour et Philippines) afin de procéder à un examen de la situation. Un sommet dans les prochains jours est possible. Le chef du gouvernement de Bangkok a d'autre part demandé aux Nations Unies d'intervenir dans la question cambodgienne.

LE PCF : SOUTIEN TOTAL A L'AGRESSION

«Au lieu de déplorer les

conditions réelles ou imaginaires dans lesquelles à Phnom Penh, un terme a été mis à un régime justement détesté, ce qui importe désormais plus que tout, c'est que les derniers événements permettent au Cambodge, au Vietnam et à leurs voisins de surmonter enfin les dures épreuves qui leur ont été imposées... Ces propos d'un effarant cynisme sont ceux de Yves Moreau, qui signe l'éditorial de l'Humanité de mardi matin. La position du PCF en est ainsi précisée. A longueur d'articles et de déclarations, le PCF tente d'accréditer l'idée insensée selon laquelle le Vietnam n'aurait en rien agressé le Kampuchéa. Ainsi le correspondant de l'Humanité à Hanoï reprend-il textuellement les propos vietnamiens, ajoutant même que la «création rapide d'une forte armée anti gouvernementale cambodgienne s'explique

par la présence de nombreux anciens officiers dans les rangs du FUNSK !» La thèse est si peu défendable, les explications sont si peu cohérentes que le PCF en vient, dans l'éditorial de l'Humanité de mardi, à justifier l'intervention vietnamienne. Citons encore : «L'aide vietnamienne n'a certainement pas fait défaut aux résistants khmers ; elle a sans doute puissamment facilité leur victoire. Faut-il pour autant crier à l'intervention vietnamienne ? Comment oublier les actes d'hostilité multipliés, dès mai 1975, à la frontière du Vietnam ?»

En l'affaire, le PCF soutient **totalemment** les agresseurs d'un pays indépendant. Il calque **exactement** sa politique et son attitude sur celle de l'URSS et du Vietnam. Les militants du PCF doivent en tirer les conséquences.

Le procès de l'assassin de Melyon

● Le procès de l'assassin du jeune Lucien Melyon s'est ouvert lundi. Le principal accusé, Marcel Auvré, a tout fait pour entretenir la confusion sur les faits.

Rappelons l'affaire. Le 30 octobre 1977, Lucien Melyon et un groupe de copains font la queue pour assister à un concert pop à la porte de Pantin à Paris. Plusieurs individus font irruption, armés de poings américains et de chaînes. Ils intimident Lucien et ses amis, et lui volent 20 F. Lucien et ses amis battent en retraite, puis reviennent un peu plus tard pour récupérer l'argent volé. L'intervention du service d'ordre de la société organisatrice du concert se conclut par la mort de Lucien Melyon, abattu d'un coup de revolver par Marcel Auvré, connu pour participer aux collages et à d'autres activités du RPR.

Un point qui restera soigneusement dans le flou : le tueur était-il

ou non, membre du service d'ordre de la société organisatrice du concert ? Selon ses dires, il avait été embauché comme supplétif pour le contrôle des billets, mais aurait été renvoyé quelques minutes avant les faits, pour avoir revendu frauduleusement des billets. Comme il ne reste aucune trace écrite de cette «embauche», non plus que de ce «licencement», la société organisatrice du concert peut donc tirer son épingle du jeu sans problème.

C'est bien là que gît le lièvre. Le procès semble s'orienter bien davantage sur le cas individuel du meurtrier, que sur les méthodes des milices privées, employées par les sociétés.

Mais il est clair que les précautions ont été prises pour que le procès ne s'attache qu'au seul cas de Marcel Auvré, sans mettre en accusation ces milices et ceux qui les arment.

Centre de tri Austerlitz Première journée de grève assez suivie VIF DÉBAT A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

● Les sacs postaux du centre de tri d'Austerlitz s'accumulent en masse sur les chariots. Le mouvement catégoriel des cheminots de la SNCF contribue à donner au centre ce visage des grands jours de grève. Le directeur et la maîtrise du centre en sont visiblement gênés, au point de vouloir nous empêcher de prendre des photos. Car la grève décidée par les 2 syndicats CGT et CFDT du centre de tri est partie ce matin avec, comme premier objectif, faire reculer l'administration sur les 12 sanctions prises à l'encontre de délégués syndicaux.

Parmi les trois brigades concernées jusque là, le mouvement est assez bien suivi. Quant à la mobilisation des postiers, elle s'est affirmée à l'assemblée générale qui a eu lieu l'après-midi. Ils étaient là, plus d'une centaine. Si elle n'a pas réuni la majorité du centre, bien sûr, le vif débat qui s'y est engagé montre bien les questions posées par ce type de grève locale dans cette période.

Parmi celles-ci :
— faut-il durcir, pour consolider la grève, par exemple occuper le centre, bloquer toutes les issues ?
— comment décider les indécis ?
— faut-il étendre rapidement aux autres centres ?

GAGNER TOUT LE MONDE

Toutes ces questions sont nées après l'intervention des responsables syndicaux, indiquant que la grève était majoritaire, mais insuffisamment encore pour marquer davantage de points fa-

ce à l'administration. Elle avait d'ailleurs déjà cédé sur trois choses : sanctions Taubman, prime ambulante, repos d'office.

Pourquoi donc les travailleurs sont-ils insuffisamment sortis ? Que faire pour les décider ? Il est alors nettement apparu, même si certains n'ont pas voulu aller jusqu'au bout des responsabilités des syndicats dans cette situation, que nombreux étaient ceux qui ne participeraient pas sans garantie de victoire certaine. «*Bien sûr, on ne fait pas grève si tout est joué d'avance. Mais il faut tenir compte fortement de cet élément d'explication. La crise est là, les journées de paye, ça compte !*»

C'est sur cette explication et le type d'actions à proposer qu'un vif débat s'est engagé, chargé de vieilles rancunes à l'encontre des stratégies syndicales qui ont mis à la remorque de l'Union de la gauche et des querelles de partis, les actions contre les restructurations dans les PTT.

ACTION OCCUPATION

«*Si on est minoritaire, c'est que les gars ne sortiront pas tout seuls. Les problèmes, ils les connaissent comme tout le monde. Ce qu'il faut, c'est une action, des choses concrètes, pour que les indécis voient qu'on est combattif, qu'on n'est pas parti pour une journée-bidon.*»

L'action proposée alors — l'occupation de la direction — a été assez bien reçue par la majorité de l'assemblée générale qui restait cependant sceptique sur l'effet mobilisateur de cette action pour les non-grévistes.

Pour d'autres cependant, le risque est plutôt de faire des actions minoritaires. «*Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que nous sommes dans une grève difficile, vu la situation des gars après les fêtes, mais il faut la faire quand même pour obliger l'administration à reconnaître les libertés syndicales.*»

Face à cette situation, il faudrait gagner un plus grand nombre de postiers par un travail d'explications et de persuasions, «*aller à la direction. C'est déjà ça !*»

Si la majorité dans l'AG ressentait cette nécessité du travail d'explication en revenant à adopter une position droitiste et à laisser pourrir la grève sous le fameux prétexte :

«*Qu'est-ce que tu veux, les gars ne sont pas sortis,*



pourtant on a fait le maximum !»

ARRACHER LA VICTOIRE PAS A PAS

En fait, l'AG n'est pas tombée dans le dilemme droitier-gauchiste. «*On n'est pas réaliste, dans les deux cas. Les gars voient bien la situation. Donc, c'est autre chose qui bloque. Maintenant, foncer à quelques-uns, ça leur fera tout aussi peur. Ce qu'il faut, pour gagner les indécis, c'est faire des propositions qui montrent bien notre détermination. Et cela, pas à pas. D'abord, imposer la tenue des assemblées générales sur les lieux de travail.*»

La proposition d'aller en délégation à la direction (qui n'a d'ailleurs voulu recevoir personne) a été ainsi retenue avec celle de tout faire pour tenir une assemblée générale le soir sur le lieu de travail.

La grève des postiers d'Austerlitz est faite de toutes ces questions sur l'action syndicale, la crise qui frappe les travailleurs, la répression, etc. La réflexion des travailleurs depuis plusieurs années a permis d'isoler les points de vue les plus droitiers, et explique l'esprit «fonceur» de quelques-uns.

Les idées sur l'extension de la grève sont là :

par exemple, prévenir les autres centres de tri, aller contacter les cheminots qui bloquent le trafic ferroviaire juste en bas. Mais la principale question apparue dès ce premier jour, c'est comment consolider l'action locale par des initiatives combattives.

Arriver à une première victoire sur les libertés syndicales, le droit de parole, ne permettra-t-il pas alors que les postiers se posent avec plus de confiance la question de la lutte revendicative.

Jean JAULIN